

## Emmanuel Macron et Angela Merkel ont 4 scénarios possibles face au Brexit mais devraient imposer à Londres une version dure



Pour Emmanuel Macron, la Grande-Bretagne devra accepter un Brexit dur. Angela Merkel ne s'y opposera pas.

Avec Jean-Marc Sylvestre

**Officiellement, la chancelière allemande et le nouveau président français n'avaient pas à traiter du Brexit. Ce dossier est géré par la Commission et plus particulièrement par Jean-Claude Juncker.**

Mais étant donné qu'Emmanuel Macron se veut maître des horloges, y compris sur le terrain de l'Europe, il défend l'idée que c'est aux leaders politiques de gérer un tel dossier et le président français est plutôt partisan d'un Brexit pur et dur. « **Si les Anglais veulent sortir, qu'ils en sortent et qu'ils en assument les conséquences** ».

L'arrivée d'Emmanuel Macron n'a pas été accueillie avec euphorie à Londres parce que toute la City connaît cette position. Londres sait aussi qu'Angela Merkel a désormais intérêt à s'aligner sur une position équivalente. Pour deux raisons :

**D'abord parce que l'économie allemande dégage des résultats extrêmement bons.** Jamais le cash et les excédents de l'Allemagne ont été aussi pléthoriques et l'Allemagne doit investir ses surplus. Ça signifie qu'elle va relancer sa consommation intérieure, mais ça veut aussi dire qu'elle doit aussi investir. En clair, l'Allemagne peut financer une relance européenne. Mais elle ne peut le faire qu'avec des partenaires qui joueront le jeu de l'Union.

**Ensuite, il est évident que le seul partenaire sur lequel elle peut désormais compter pour épauler cette relance, c'est la France.** La campagne menée par Emmanuel Macron a convaincu toute la communauté européenne que la France pouvait désormais s'inscrire dans une logique d'économie de marché et surtout dans la logique européenne.

**Alors pendant ces derniers mois, l'Allemagne a donné le sentiment de ménager la Grande-Bretagne en écoutant ses états d'âme. Mais depuis l'élection d'Emmanuel Macron à l'Élysée, Angela Merkel n'a plus de doutes sur l'engagement français.**

Restait à obtenir de Macron, la confirmation qu'il **acceptera la discipline européenne.** C'est fait depuis hier.

**Le président français sait très bien que s'il veut co-piloter le redressement de l'Union européenne, il doit mettre de l'ordre dans sa maison.** L'Allemagne, dans ces conditions, acceptera de lui accorder quelques souplesses pour se mettre à niveau.

Dans ces conditions, on ne dira pas que la Grande-Bretagne va devenir inutile à l'équilibre européen mais enfin, c'est tout comme. Personne dans le couple franco-allemand n'est prêt à faire de concessions.

---

Les milieux d'affaires britanniques, qui sont très concernés par le Brexit, ne se font plus d'illusions sauf retournement spectaculaire.

**Jusqu'à une époque très récente, il y avait sur les tables de Londres, de Bruxelles, de Berlin ou de Paris, quatre scénarios possibles.**

**Le premier scénario dessinait un Brexit soft, avec une Grande-Bretagne qui aurait quitté l'Union européenne en très bons termes.** En gros, le Royaume-Uni acceptait de respecter les quatre libertés (circulation libre des capitaux, des biens, des services et des hommes), et restait membre du marché unique. Donc, elle conservait le fameux passeport. Avec une discussion amicale sur la mise en place de certaines barrières douanières et le paiement des factures de projets en cours qu'elle souhaitait abandonnés. Pour les milieux d'affaires, c'était la solution rêvée. Mais pour les anglais qui ont voté pour le Brexit, le maintien des libertés n'était pas acceptable, puisqu'ils voulaient retrouver leur souveraineté.

**Le deuxième scénario aurait donné à la Grande-Bretagne le même statut que le Canada avec les Etats-Unis** Les libertés fondamentales sont garanties, sauf la libre circulation des hommes puisque les Etats-Unis surveillent les passages de frontière avec beaucoup de vigilance. La résolution de la période transitoire et le financement du budget feraient l'objet d'une négociation encore amicale.

**Le troisième scénario est beaucoup plus dur, puisqu'il s'agirait de limiter l'accès au marché unique et de supprimer le passeport européen.** Là, on est dans la rupture assez sévère parce qu'elle prive les entreprises installées en Grande Bretagne d'accéder au marché unique. Ce scénario les oblige à se délocaliser sur le continent.

**Le quatrième scénario va encore plus loin, puisqu'il interdit l'accès au marché unique à la Grande Bretagne et l'oblige à payer l'intégralité de la facture que doit la Grande Bretagne à l'Europe (environ 60 milliards d'euros)** Il s'agit là d'un hard Brexit. La formule que Theresa May avait brandie comme une menace en pensant qu'elle ferait peur aux européens. Mais ça c'était avant l'arrivée de Macron.

**Parce que, de ces quatre scénarios, il semble bien qu'Emmanuel Macron et Angela Merkel se sont entendus sur une des positions, la plus dure.** Le 4<sup>e</sup> scénario, avec sans doute une négociation possible sur les modalités et le calendrier de paiement de la facture.

**Pour les Anglais, c'est la plus mauvaises des hypothèses qui entrainera mécaniquement une baisse de la croissance dès l'année prochaine et une délocalisation de beaucoup des services financiers et des industries pharmaceutiques.** C'était la position de Jean-Claude Juncker mais son expression agaçait tout le monde.

La communication sera désormais à la charge des chefs d'Etat. Emmanuel Macron et Angela Merkel ont les moyens politiques de l'assumer.